



Suivi de la situation humanitaire

Province du Sud Kivu, République démocratique du Congo

Aperçu de la situation
octobre-décembre 2020

Contexte

L'Est de la RDC est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés dans la province, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. Des évaluations ponctuelles ne suffisent pas à identifier toutes les crises et leurs impacts sur les communautés sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, l'accès aux populations affectées est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information dans ces zones, REACH a mis sur pied un suivi mensuel de la situation humanitaire au Sud-Kivu et au Tanganyika. Il a pour objectif de collecter des informations sur des localités accessibles, difficiles ou hors d'accès afin de fournir un aperçu mensuel de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé (ZS) les plus affectées de ces provinces et de l'évolution dans le temps de ces besoins. Les fiches d'information mensuelles et les aperçus de la situation trimestriels liés à ce projet sont disponibles sur le [Centre de Ressources de REACH](#).

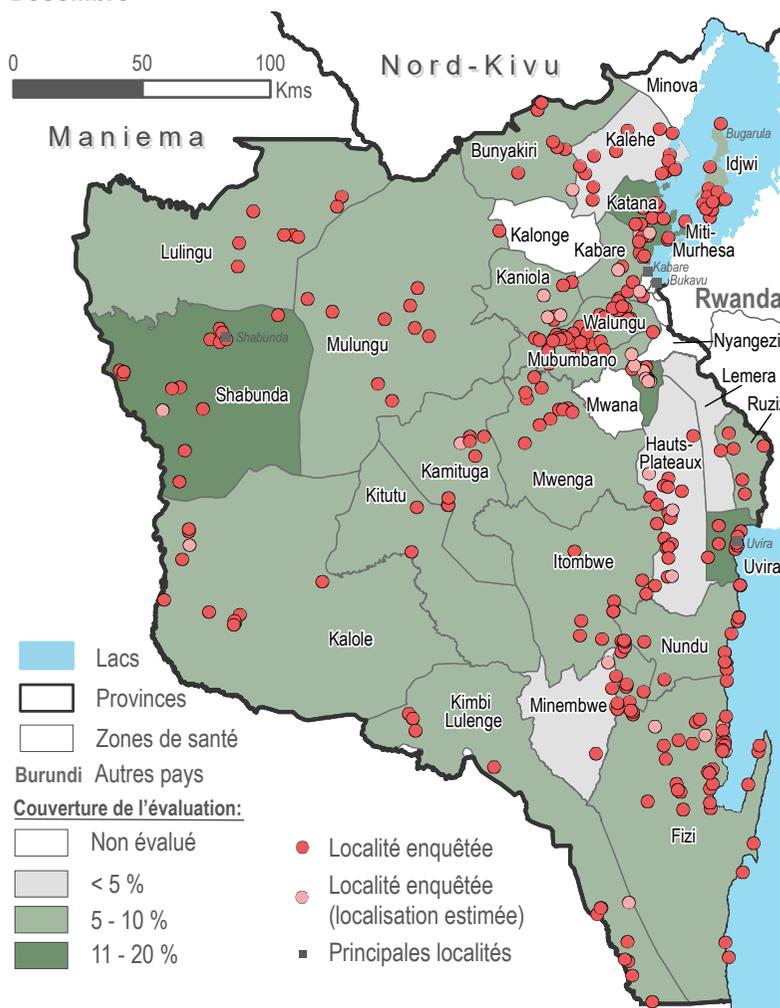
Méthodologie

- La méthodologie de collecte de données de REACH pour ce projet est celle dite "Zone de Connaissance". Elle a pour objectif de produire des informations actualisées sur les besoins humanitaires dans l'ensemble d'une province, y compris dans les zones difficiles d'accès. Les données sont collectées au niveau des localités à travers des entretiens par téléphone¹ avec des informateurs clés (IC), sélectionnés pour leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée de ces localités.
- Lorsque plusieurs IC sont interrogés à propos d'une même localité, leurs réponses sont agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Les résultats sont agrégés au niveau de la ZS et de la province.
- Les résultats rapportés à l'échelle de la ZS se basent uniquement sur les localités situées dans les ZS où au moins 5% des localités répertoriées dans la ZS ont été évaluées (seuil de couverture d'une ZS).² Les résultats rapportés à l'échelle de la province se basent sur l'ensemble des localités évaluées dans la province, y compris celles dans les ZS où le seuil de couverture n'a pas été atteint.
- Il est cependant possible que les tendances observées soient dans certains cas tout de même liées au changement d'échantillon.

Les résultats présentés ici doivent être considérés comme indicatifs seulement.⁴
Sauf indications contraires, les résultats présentés dans cet aperçu datent de décembre 2020.

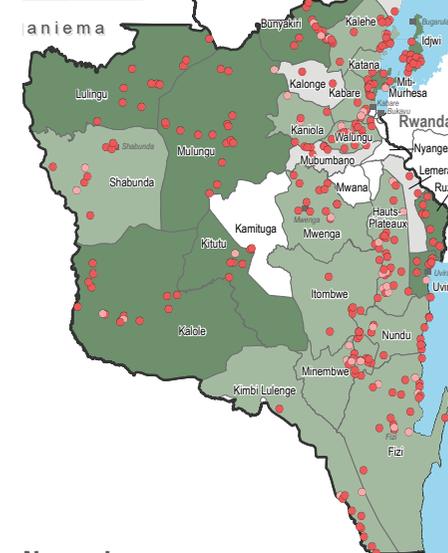
Couverture géographique

Décembre

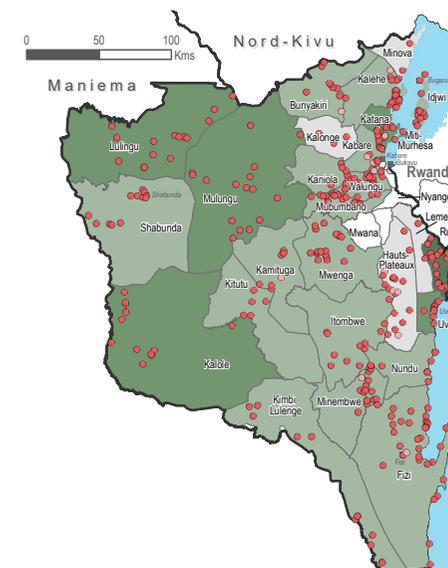


Mois	Enquêtes ³	Localités évaluées	ZS avec ≥ 1 enquête	ZS couvertes ⁴ ≥ 5%
Octobre	652	304	34/34	22/34
Novembre	791	342	34/34	23/34
Décembre	768	320	33/34	21/34

Octobre



Novembre



Financé par
l'Union européenne
Aide humanitaire

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Résultats clés



Déplacement et mouvement de population : l'arrivée de PDI au cours du mois précédent⁵ la collecte de données a été rapportée dans 36% (91/253) des localités évaluées au Sud Kivu en décembre, sans changement notable par rapport à octobre et novembre, en grande partie en raison des conflits, violences ou tensions subsistant dans la région des Hauts-Plateaux et dans le territoire de Kalehe et Kabare.⁶ Les déplacements de population restaient principalement locaux, souvent internes à la ZS, même si la présence de PDI venant de provinces voisines était également remarquée. Ce quatrième trimestre était aussi caractérisé par des mouvements de retour significatifs, comme rapporté par les IC dans 60% (49/81) des localités évaluées en décembre. Dans près de deux localités évaluées sur cinq où des retournés étaient signalés (38%, 31/81), ces retours étaient considérés comme temporaires, indiquant qu'on pouvait s'attendre à des mouvements pendulaires, notamment à l'approche des récoltes.



Sécurité alimentaire : dans presque toutes les localités évaluées en décembre (98%, 313/320), les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture. Cette insécurité alimentaire est plurifactorielle, causée par des facteurs aussi bien structurelles (manque de moyens, difficultés d'adaptation aux aléas climatiques) que conjoncturelles (insécurité, catastrophe naturelle). Bien que la nourriture soit de loin le premier besoin prioritaire cité en décembre dans 99% (317/320) des localités évaluées au Sud Kivu, les IC de 99% (318/320) des localités évaluées le même mois ont rapporté que la sévérité de la faim restait modérée et que des stratégies étaient possibles pour réduire les difficultés d'accès à la nourriture.



Santé : la santé était le second besoin prioritaire rapporté en décembre dans près d'un tiers des localités évaluées (32%, 102/320). L'accès physique aux structures de santé était relativement bon, inférieur à 45 minutes de marche pour la majorité de la population selon les IC de 64% (204/320) des localités évaluées en décembre. Néanmoins, l'offre et la demande de soins restaient confrontées à de nombreuses barrières. Le manque de moyens constituait la principale barrière rapportée à l'accès aux soins pour la majorité de la population dans presque toutes les localités évaluées en décembre (99% des localités évaluées, 318/320). Alors que du côté de l'offre, les difficultés d'approvisionnement en médicaments (77% des localités évaluées, 246/320) et en équipements médicaux (23% des localités évaluées, 73/320) étaient rapportées comme d'autres barrières principales à l'accès aux soins, probablement en raison de la détérioration de l'état des routes au cours de la saison des pluies.



Abris : La destruction d'abris, y compris partielle, a été rapportée au cours du mois précédent dans 65% (208/320) des localités évaluées en décembre. La principale raison de ces destructions était associée aux aléas climatiques, plus récurrents lors de la saison des pluies, en particulier les intempéries (74%, 154/208) et les inondations (7%, 15/208).



Eau, hygiène et assainissement : l'accès à l'eau demeure un enjeu dans la province du Sud Kivu. En décembre, dans 26% (84/320) des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à une source d'eau à distance de marche, autre que l'eau de surface, eau nécessitant d'être traitée afin de pouvoir être considérée comme propre à la consommation. Les sources améliorées et non améliorées - généralement considérées comme une eau de meilleure qualité mais ne garantissant pas la potabilité de l'eau - étaient quant à elles rapportées par les IC comme la principale source d'eau utilisée dans

respectivement 29% (93/320) et 24% (77/320) des localités couvertes, alors que dans 20% des localités évaluées (63/320) la principale source d'eau utilisée ne faisait pas consensus. Outre la qualité de l'eau consommée, l'accès physique à l'eau présentait d'autres problèmes dans certaines zones. Dans 25% (80/320) des localités évaluées, les IC ont estimé qu'il fallait entre 45 minutes et deux heures, pour atteindre, attendre et revenir de la principale source d'eau utilisée, les temps d'attente longs à la source et le manque de récipients occasionnant des difficultés supplémentaires. De plus, le lavage des mains se faisait exclusivement avec de l'eau dans 46% (148/320) des localités évaluées, en dépit de la crise sanitaire et de la lutte contre les épidémies. L'usage de latrines n'était pas systématique, celles-ci étant utilisées par une minorité de la population dans quatre localités évaluées sur dix (40%, 127/320).



Education : la réouverture des écoles en octobre après six mois de fermeture, a permis le retour des élèves sur les bancs de l'école, avant que celles-ci ne ferment de nouveau le 18 décembre dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.^{7,8} La reprise des cours n'a pas immédiatement été accompagnée d'un retour de la fréquentation scolaire à ses niveaux pré-COVID-19. En octobre, seul un tiers (33/99) des IC enseignants ont indiqué une fréquentation scolaire équivalente à mars 2020, contre 68% (87/128) des IC enseignants consultés deux mois plus tard. Que ce soit pour le primaire (83%, 19/23) ou le secondaire (59%, 10/17), la majorité des IC enseignants voyait la baisse de la fréquentation comme un problème d'ordre général, sans différence notable entre genre et catégories d'âge. Pour expliquer la non scolarisation au primaire, les IC ont indiqué le manque de moyens pour payer le matériel scolaire, suivi des frais de scolarité. Bien que l'enseignement primaire soit censé être gratuit depuis septembre 2019, la rémunération des enseignants revient parfois aux parents, qui doivent s'affranchir des frais de scolarité pour pouvoir scolariser leurs enfants.⁹



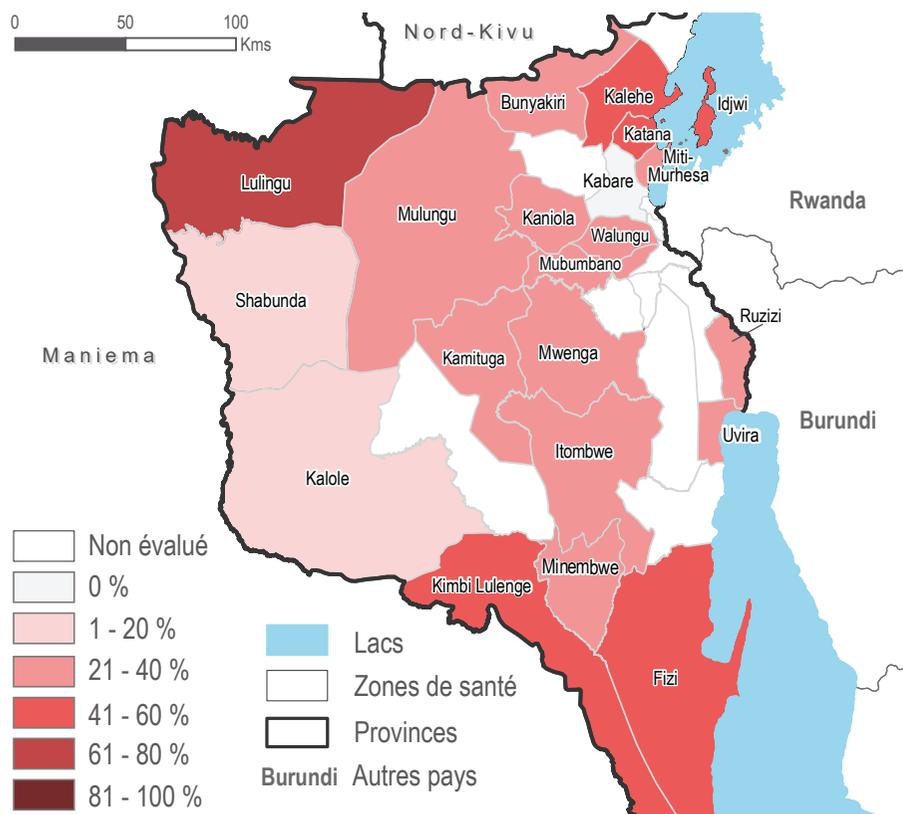
Protection : Malgré les nombreux défis sécuritaires auxquels la province est confrontée, les IC estimaient en décembre que la majorité de la population se sentait en sécurité dans 77% (247/320) des localités évaluées. Plusieurs incidents au cours desquels des civils ont été tués ou gravement blessés se seraient déroulés au cours du mois précédent dans un cinquième (20%, 64/320) des localités évaluées en décembre. Les violences sexuelles représentaient de loin la première cause d'inquiétude pour les femmes (dans 53% des localités évaluées) et les filles (dans 41% des localités évaluées) selon les IC, en particulier dans la région des Hauts-Plateaux. Avec la fermeture des écoles dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, des violations de protection de l'enfance ont été rapportées par les IC pour expliquer une baisse de la fréquentation scolaire et comme source d'inquiétude, dont des mariages précoces. Contrairement aux femmes majeures et mineures, la première cause d'inquiétude chez les hommes majeurs et mineurs ne faisait pas consensus, alors qu'aucune source d'inquiétude était citée en second lieu par les IC pour les hommes mineurs (dans 29% des localités évaluées), soulignant le caractère tabou que peuvent avoir dans la communauté les problématiques liées à la protection des hommes et des garçons.

venue dans le Sud Kivu pouvant être la conséquence de sinistres causés par les pluies diluviennes, comme recensés entre septembre et octobre, ou d'affrontements armés liés à l'exploitation des ressources minières.^{16 17}

Lorsque la présence de PDI a été rapportée, les IC ont expliqué que la première raison pour laquelle les PDI sont parties était liée à la violence des groupes armés dans leur localité d'origine (94%), indiquant de facto que **l'insécurité est un facteur important de répulsion à l'origine des déplacements de populations au Sud-Kivu**. La violence perpétrée par les groupes armés a été identifiée dans l'ensemble des localités évaluées de 10 ZS. Viennent ensuite les tensions communautaires, mais celles-ci ont été rapportées dans seulement 1% des localités couvertes en décembre.

Arrivées récentes de PDI

Dans **36%** (91) des localités évaluées en décembre, les IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours du mois précédent, sans changement notable par rapport à octobre et novembre. - % par ZS



Au regard des résultats présentés dans le tableau en haut de la page, la part des localités où les IC ont signalé l'arrivée de PDI au cours du mois précédent était relativement importante sur toute la période, notamment à Fizi en novembre, et Lulingu, Kalehe et Kimbi Lulenge en décembre. Cela concorde avec les alertes publiées sur EHtools faisant état de l'arrivée de PDI, consécutive à des attaques ou affrontements armés, dans les ZS de Lulingu, Kimbi Lulenge, Fizi et Mubumbano.¹⁸

TOP 3 des ZS par % des localités évaluées où les IC ont rapporté que des PDI étaient arrivées dans leur localité au cours du mois précédent, par mois :

	Octobre	Novembre	Décembre
1	Kimbi Lulenge 80% 8/10 Lulingu 80% 8/10	Fizi 68% 23/34	Lulingu 63% 5/8
2	Mulungu 56% 9/16	Lulingu 58% 7/12	Kalehe 53% 8/15
3	Bunyakiri 55% 6/11	Mumbumbano 53% 8/15 Mwenga 53% 8/15	Lulingu 64% 7/11

Principales zones de départ des PDI

Les mouvements de population étaient récurrents tout au long du trimestre. Dans 45% des localités évaluées en décembre, les IC ont signalé le départ d'un nombre significatif de membres de la communauté hôte au cours du mois précédent, avec des résultats relativement similaires en octobre et novembre. Ces départs étaient particulièrement répertoriés en décembre à Minembwe (100%, 7/7), Kalole (55%, 6/11), tandis que Kimbi Lulenge fait partie des ZS où cela a été rapporté dans les plus grandes proportions de localités évaluées en octobre (67%, 8/13), novembre (67%, 8/12) et décembre (54%, 7/13). Cette dernière tendance concorde avec les données de Mercy Corps identifiant en novembre quatre déplacements de populations en provenance du territoire de Fizi, tous du fait d'un conflit armé, et à destination des territoires voisins de Mwenga et d'Uvira.¹⁹ Il est intéressant de noter que les ZS principales de départ ne correspondent pas avec les ZS où l'arrivée de PDI a été rapportée dans une proportion importante de localités. Alors que les déplacements semblent plutôt locaux, il n'est pas à exclure que ces résultats soient liés à l'échantillonnage étant donné que ces ZS ne sont pas voisines les unes des autres.

Les principales raisons mises en avant pour expliquer ces départs étaient la prévention face à une peur ou à une menace (44%, 63/144), en légère baisse par rapport au mois d'octobre (56%, 76/135) et de novembre (57%, 89/157), suivie de l'insécurité alimentaire (31%), avec des proportions relativement proches sur le trimestre. En décembre, les déplacements préventifs paraissent plus communs dans les ZS de Mulungu (100%, 4/4), de Minembwe (86%, 6/7) et de Kimbi Lulenge (86%, 6/7) alors que l'insécurité alimentaire revenait plus souvent dans la ZS de Mubumbano (67%, 4/5), de Mwenga (67%, 2/3) et de Fizi (50%, 8/16).

TOP 3 des ZS par % des localités évaluées où les IC ont rapporté qu'une partie de la population avait quitté la localité au cours du mois précédent, par mois :

	Octobre	Novembre	Décembre
Zone de départ	Principale raison de départ Déplacement préventif	Zone de départ	Principale raison de départ Déplacement préventif
1	Kimbi Lulenge 67% 8/13	Bunyakiri 78% 7/9	Minembwe 100% (7/7)
2	Miti-Murhesa 64% (7/11)	Kimbi Lulenge 67% 8/12	Kalole 55% (6/11)
3	Bunyakiri 62% (8/13)	Idjwi 54% 7/13	Kimbi Lulenge 54% 7/13

Dynamiques de retour

Comme pour le reste de la période, la présence de personnes retournées a été rapportée par les IC, quelle que soit leur date d'arrivée, dans 35% des localités évaluées en décembre. Les ZS où la part de retournés présents dans les localités a davantage été recensée sont Itombwe (59%, 13/22), Bunyakiri (57%, 4/7) et Uvira (50%, 5/10), correspondant pour les deux premières aux ZS d'origine des PDI les plus rapportées quelle que soit leur date d'arrivée. **Comme pour les déplacements, les mouvements de retour étaient principalement internes à la ZS**, le rapport d'évaluation de l'OIM couvrant la période septembre-octobre 2020, identifiait Kimbi Lulenge, Bunyakiri, Kalole, Minova et Kalonge comme les ZS recensant la plus grande proportion de retournés.²⁰ Les IC ont expliqué dans 47% (38/81) des localités évaluées en décembre que les retournés étaient rentrés dans leur localité d'origine en raison des difficultés des conditions de vie²¹ dans la localité de départ. Ces résultats sont en baisse par rapport à octobre (66%, 65/99). L'absence ou le manque d'assistance dans la localité de départ revenait dans 25% (20/81) des localités évaluées, en nette hausse sur le trimestre (octobre: 2%, 2/99), et était suivie de la dégradation de la sécurité dans la localité de départ (10%, 8/81).

Dans plus de quatre localités sur dix évaluées où la présence de retournés a été signalée (42%, 34/81), les retournés sont rentrés dans leur localité d'origine pour y rester de façon permanente d'après les IC. Il arrive dans certains cas que les retournés décident de revenir temporairement dans leur localité d'origine pour y cultiver, procéder à la récolte ou accéder à des services. Ceci a été rapporté dans 38% des localités évaluées en décembre, sans différence par rapport aux mois précédents, et en particulier à Shabunda (100%, 4/4) Itombwe (75%, 3/4) et Kalehe (43%, 3/7).

Des mouvements de retour significatifs ayant eu lieu au cours du mois précédent ont été rapportés en décembre dans 60% (49/81) des localités évaluées, en hausse par rapport à octobre (45%, 45/99). **Les informations disponibles concernant les retournés sont limitées**, très peu d'alertes concernent les mouvements de retour, malgré les besoins de certains de ces groupes affectés par les conflits.

TOP 3 des ZS par % des localités évaluées où les IC ont rapporté que des retournés étaient arrivés au cours du mois précédent, par mois :

	Octobre	Novembre	Décembre
1	Itombwe 100% 8/8	Kaniola 100% 5/5	Bunyakiri 100% 4/4
2	Shabunda 67% 2/3	Lulingu 80% 4/5	Kalehe 86% 6/7
3	Bunyakiri 63% 5/8	Minembwe 67% 2/3	Mubumbano 80% 4/5 Uvira 80% 4/5

Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Contexte général de la sécurité alimentaire au Sud-Kivu

La sécurité alimentaire demeure particulièrement inquiétante au Sud-Kivu. Le rapport d'analyse du 18ème cycle du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), publié en septembre 2020 classe le Sud-Kivu, sur la période allant de juillet à décembre 2020, parmi les provinces les plus affectées par l'insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 et 4 de l'IPC).²² Plus inquiétant, les territoires (ou villes) de Fizi et de Kalehe sont répertoriés en zone d'urgence (phase 4 de l'IPC). Selon le rapport de l'évaluation de sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA) publié en novembre 2020 pour la province du Sud-Kivu, environ deux tiers (67,2%) des ménages de la province font face à l'insécurité alimentaire et un tiers sont en situation d'insécurité alimentaire sévère, Shabunda²³ et Mwenga²⁴ étant les territoires les plus touchés du Sud Kivu, avec des niveaux d'insécurité alimentaire supérieurs à 84%.²⁵ Si la situation alimentaire s'est légèrement améliorée entre 2019 et 2020,²⁵ **la pandémie liée à la COVID-19 a conduit à**

une baisse du commerce intra-régional en 2020. Les mouvements transfrontaliers avec le Rwanda, incluant le commerce informel qui reste un moteur de l'activité économique, **ont peu à peu repris depuis novembre 2020, laissant entrevoir une possible amélioration des flux d'échanges dans les mois à venir.** La frontière avec le Burundi est maintenue ouverte depuis août 2020, mais tout comme pour le Rwanda, la traversée de la frontière reste conditionnée à des restrictions sanitaires, constituant des obstacles importants pour les petits commerçants.²⁶ Conjugué à la dépréciation du franc congolais, **le ralentissement de l'activité économique s'est répercuté sur le pouvoir d'achat des ménages, restreignant ainsi leur accès à la nourriture.**²⁷ Dans l'Est de la RDC, le mois de décembre correspond au début des récoltes vertes de la saison A. Cette année, les récoltes devraient être moins importantes qu'à l'accoutumée, malgré des conditions pluviométriques favorables. Cette situation s'explique par les restrictions sanitaires dues à la COVID-19 et l'insécurité généralisée dans la région, qui limitent substantiellement les activités liées à l'agriculture.²⁸

Accès à la nourriture et situation de la faim

La nourriture était de loin le premier besoin prioritaire cité en décembre : dans 99% des localités évaluées au Sud Kivu, sans changement notable sur la période. Dans presque toutes les localités évaluées (98%), **les IC ont rapporté que la majorité de la population n'a pas accès à suffisamment de nourriture.** Les données collectées par l'EFSA suggèrent que les ménages les plus touchés par l'insécurité alimentaire seraient les ménages PDI.²⁵ Les réponses fournies par les IC pour expliquer le manque d'accès à la nourriture en décembre ne font pas consensus dans 24% des localités évaluées, sans variation notable par rapport aux mois précédents, soulignant la pluri-factorialité de l'insécurité alimentaire. Les raisons faisant consensus sont d'ordre structurel et regroupent en premier lieu la destruction des cultures par les insectes, les animaux sauvages ou maladies des cultures (23%), en particulier à Kaniola (67%, 6/9), Kamituga (67%, 4/6) et à Walungu (48%, 10/21). La destruction des cultures par les inondations (15%) est ensuite mentionnée – notamment à Ruzizi (60%, 3/5), Kabare (3/6) et Miti-Murhesa (5/12) – et est suivie du manque de moyens de subsistance²⁹ (14%). Les résultats agrégés au niveau de la province restent relativement similaires d'une période à une autre.

La précarité alimentaire est exacerbée par des facteurs conjoncturelles dont l'insécurité. Ces situations d'insécurité ayant un impact sur l'offre de nourriture prennent, entre autres, la forme d'attaques ou de pillages perpétrés par des acteurs armés, qui ont été mentionnés dans 16% (52/320) des localités évaluées en décembre. Ces attaques ou pillages sont en déclin sur le trimestre³⁰, en particulier dans la ZS d'Itombwe, mais ont eu un impact important sur l'accès à la nourriture de la majorité de la population dans 73% (38/52) des localités évaluées ayant connu une pareille situation.

Les stratégies d'adaptation et sources de nourriture

La diversification alimentaire est très limitée au Sud-Kivu. Les aliments régulièrement consommés dans les localités évaluées en décembre étaient tous le fruit de la culture des terres, et incluent principalement les céréales et tubercules (100%, 320/320), les légumes et feuilles (68%, 219/320) et les oléagineux (61%, 196/320), sans nette variation entre octobre et décembre, pouvant entraîner le possible développement de carences nutritionnelles au sein de la population. En outre, la consommation régulière, par une majorité de la population, de produits laitiers (0%, 0/320), de viandes, œufs et poissons (0%, 0/320), et de fruits (2%, 7/320) était quasi inexistante.

Selon les IC de l'ensemble des localités couvertes sur le trimestre, le niveau de sévérité de la faim restait modéré mais des stratégies étaient possibles pour réduire les difficultés d'accès à la nourriture. L'arrivée de personnes déplacées ou retournées a seulement eu un faible impact sur la situation de la faim dans 99% des localités évaluées, sans différence par rapport aux mois précédents.



Une des stratégies pour faire face au manque de nourriture les plus rapportées dans les localités évaluées en décembre était de diminuer le nombre de repas par jour ou la quantité de nourriture par repas (96%). La diminution du nombre de repas ou de la quantité de nourriture par repas risque d'augmenter les cas de malnutrition. Pour certains IC, les communautés se tournaient vers des stratégies de subsistance axées à court terme sur l'emprunt d'argent ou de nourriture (41%) et la consommation de semences (38%), accroissant leur vulnérabilité sur le long terme. Une baisse de la proportion de localités où consommer des semences est utilisée comme une stratégie d'adaptation pour faire face à un manque de nourriture a été observée entre octobre (57%, 174/304) et décembre (38%, 120/320). Cette évolution pourrait être le résultat de l'épuisement de cette stratégie même si une amélioration relative de la sécurité alimentaire dans certaines zones n'est pas à exclure.

3 stratégies d'adaptation les plus souvent utilisées par la population pour combler un manque de nourriture au cours du mois précédent, en % de localités évaluées en décembre :

Diminution du nombre de repas par jour/des quantités	96% (308)	
Emprunt pour l'achat de nourriture	41% (131)	
Consommation de semences/cultures immatures	38% (120)	

Les sources de nourriture rapportées pour la majorité de la population des localités évaluées étaient l'agriculture, la pêche et l'élevage de subsistance (82%), l'achat auprès de marchés et petits commerces (6%) et les petits travaux contre nourriture (3%). Les résultats ne varient pas sensiblement sur le trimestre.

Même si les habitudes alimentaires en termes de céréales n'ont pas changé sur la période, le prix des céréales a augmenté selon les IC de 99% des localités évaluées, au cours de chacun des mois du trimestre, contribuant ainsi à renforcer le manque d'accès à la nourriture. Néanmoins, ces résultats sont plus nuancés dans le rapport de bulletin des prix de Famine Early Warning Systems in Network (FEWS Net) de janvier 2021, même si la farine de maïs et le riz sont les seules céréales incluses.³¹ Avec pour base le prix nominal au détail pour Bukavu, les données de FEWS Net rapportent une très légère hausse du prix de la farine de maïs entre octobre et novembre et une hausse progressive du prix du riz (importé) sur toute la période. Les arguments mis en avant pour expliquer une hausse du prix des céréales varient entre les localités évaluées, la première raison renvoyant à la dépréciation du franc congolais par rapport au dollar américain. Bien que citée en décembre dans 52% des localités évaluées, la dépréciation du franc congolais mentionnée par les IC faisait sans doute référence à la baisse drastique du cours de la devise survenue au second trimestre 2020, le taux de change n'ayant que très peu fluctué depuis juin. Cela a néanmoins eu pour conséquence une hausse des prix de certains produits de base sur les marchés, les effets étant en théorie plus visibles dans les zones reculées, où il y a généralement moins de liquidités en dollar. La seconde raison donnée était la diminution ou l'arrêt des approvisionnements en céréales en provenance d'autres localités (41%, 131/318), en hausse par rapport au mois de novembre (26%, 88/338), qui était suivie de la destruction des cultures locales par des insectes, maladies ou animaux sauvages (46%, 145/318) très certainement expliquée par la hausse des maladies des cultures et la prolifération des chenilles légionnaires d'automne, entraînant ainsi une baisse de la production agricole, notamment du maïs.³² La destruction des cultures locales par des insectes, maladies ou animaux sauvages a été plus fréquemment recensée en décembre dans les ZS de Miti-Murhesa (93%, 10/12), de Kaniola (78%, 7/9) et de Mwenga (73%, 8/11).

Activités de subsistance et barrières à l'agriculture

Les principales activités de subsistance de la majorité de la population des localités évaluées incluaient l'agriculture de subsistance (99%), le petit commerce (95%), le travail journalier (27%) suivi de l'exploitation minière (18%).

Au Sud Kivu, l'accès à la terre est source de nombreux litiges et conflits fonciers, l'accaparement des terres par une partie des élites réduisant l'offre de terre disponible pour la population.³³ Cependant, selon les IC de 38% des localités évaluées, l'accès à la terre restait disponible pour une grande majorité de la population (plus de 75%). Dans toutes les localités évaluées, une partie de la population avait accès à la terre, mais celle-ci était cultivée par la majorité de la population dans quatre localités évaluées sur cinq (79%).

L'essentiel de l'activité économique du Sud-Kivu est porté par l'agriculture, constituant le premier moyen de subsistance des populations. L'agriculture se pratique le plus souvent sur de petites parcelles à l'aide de techniques et de matériels élémentaires.²⁵ Au cours de leur quotidien, les personnes travaillant dans l'agriculture sont confrontées à de nombreuses barrières. Les obstacles les plus cités dans les localités évaluées étaient le manque de moyens de subsistance (92%), la destruction des champs par les insectes, animaux et maladies (37%), suivie de l'insécurité (21%). De manière générale, le manque de moyens de subsistance²⁹ est un problème inhérent à l'ensemble de la province et a été exacerbé par l'offre d'intrants agricoles, issue largement des importations, actuellement restreinte du fait de la perturbation du trafic transfrontalier de marchandises.²⁶ L'insécurité constituait une barrière pour l'agriculture, en particulier dans les ZS d'Itombwe (77%, 17/22), de Bunyakiri (57%, 4/7) et de Minembwe (57%, 4/7). Elle s'explique en partie par la persistance des conflits qui continuent d'affecter l'accès aux champs et aux pillage des récoltes ou du bétail qui amenuisent le produit des récoltes. L'insécurité pose davantage de problèmes pendant la saison des pluies à cause de l'impraticabilité des routes et de l'inaccessibilité de certaines zones, le déclenchement des alertes et l'arrivée de l'assistance se voyant donc ralentir.

🏥 Santé et nutrition

Accès aux structures de santé

La santé était le second besoin prioritaire rapporté en décembre dans près d'un tiers des localités évaluées (32%), sans grande différence en octobre et en novembre. Selon les IC, la majorité de la population de 77% des localités évaluées se rendait dans des structures de santé (centre de santé, clinique et hôpital) pour recevoir des soins. Les types de structures de santé visitées étaient les centres de santé, rapportés dans 94% des localités évaluées, suivis des hôpitaux (23%) et des postes de santé (16%). Par opposition, la majorité de la population restait chez elle et/ou se soignait elle-même dans 13% des localités, la situation étant plus problématique en décembre dans les ZS de Mubumbano (35%, 7/20) et de Mulungu (30%, 3/10).

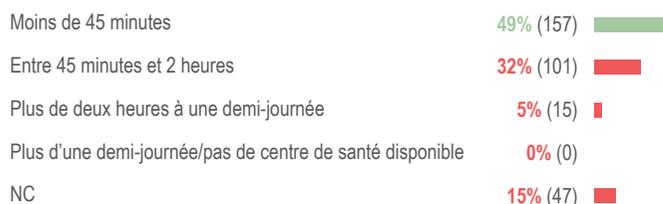
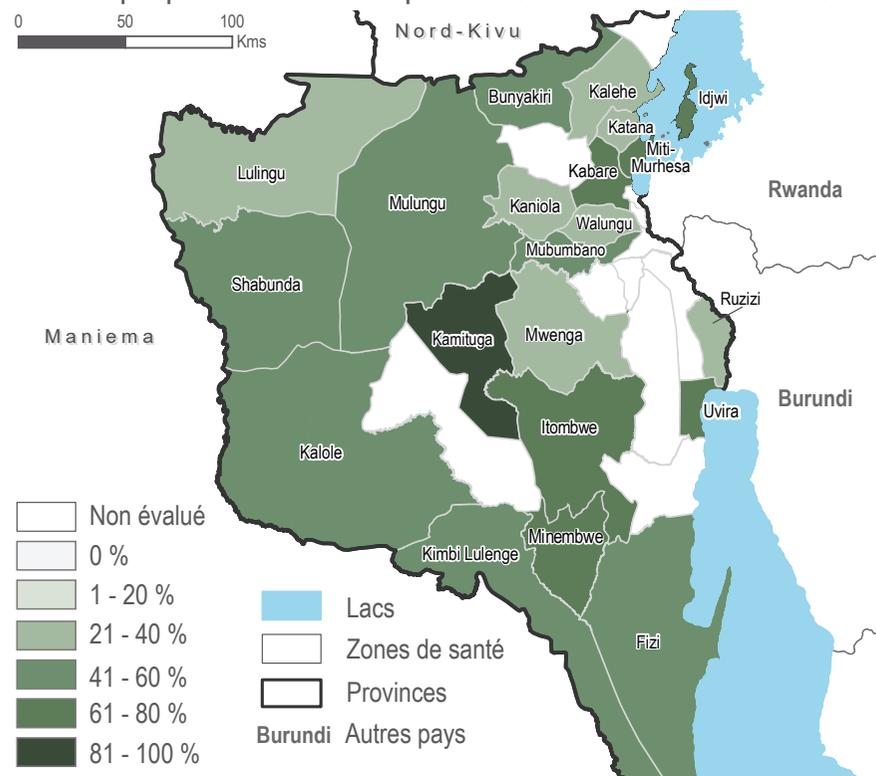
En outre, la population avait accès à un programme nutritionnel à distance de marche dans 48% (152/320) des localités évaluées, en hausse par rapport à octobre (34%, 104/304). Au reste, le degré d'accès n'est pas uniforme dans la province, et des contrastes existent avec les niveaux d'insécurité alimentaire rapportés. Un parallèle peut être dressé entre malnutrition et insécurité alimentaire; en effet, les personnes en situation de précarité alimentaire peuvent être amenées à délaissé la valeur nutritive des aliments au profit de la consommation d'une quantité plus abondante de nourriture.³⁴ Dans le territoire de Shabunda, la situation mérite une attention particulière, puisque les taux d'accès à un programme nutritionnel rapportés dans les ZS qui composent le territoire³⁵ étaient particulièrement faibles (entre 0 et 13%), tandis que la proportion de ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère y était la plus élevée de la province (87%).²⁵

Dans 36% (116/320) des localités évaluées en décembre, les IC ont estimé que le temps de marche séparant leur localité à la structure de santé la plus proche, était supérieur à 45 minutes, ce pourcentage étant en nette baisse



depuis octobre (61%, 184/304). Les ZS où les proportions des localités avec un temps de marche supérieur à 45 minutes ont atteint les niveaux les plus élevés étaient Katana (71%, 5/7), Kaniola (56%, 5/9) et Mumbumbano (50%, 10/20).

% de localités évaluées en décembre lorsque le temps nécessaire estimé pour atteindre la structure de santé fonctionnelle la plus proche au cours du mois précédent est inférieur à 45 minutes selon les IC :



Principales barrières d'accès aux soins de santé

L'accès aux soins de santé prodigués par des professionnels de santé n'est pas seulement conditionné à un accès physique aux structures de santé. Le manque de moyens, première barrière aux soins identifiés par les IC (99%) sans changement notable par rapport à octobre 2020, est un problème généralisé à l'ensemble de la province. Il est suivi par le manque de médicaments (77%), sans variation distincte entre octobre et décembre. L'approvisionnement des structures de santé en médicaments et en équipements médicaux est probablement plus

difficile pendant la saison des pluies en raison de l'état des routes.³⁶ Les IC de l'ensemble des localités évaluées des ZS de Kalole, Kamituga, Kimbi Lulenge, Lulingu et Ruzizi ont désigné le manque de médicaments comme principal problème. L'absence d'équipements médicaux apparaît en troisième position (23%) et semblait particulièrement important dans les ZS de Ruzizi (60%, 3/5), de Lulingu (50%, 4/8) et d'Uvira (40%, 4/10).

Principaux problèmes de santé

3 principaux problèmes de santé pour la population au cours du mois précédent selon les IC, en % de localités évaluées en décembre :



Le principal problème de santé, rapporté dans 71% des localités évaluées, était le paludisme, en hausse sur le trimestre (octobre: 54%, 165/304), probablement en raison de l'arrivée de la saison des pluies, qui va généralement de pair avec une augmentation des cas de paludisme. Les ZS de Kamituga (6/6), Kaniola (9/9) et Ruzizi (5/5) semblaient particulièrement touchées par le paludisme en décembre, bien que le manque de moustiquaires pour la majorité de la population soit répertorié dans une faible proportion de localités de ces ZS.³⁷ A l'instar du paludisme, la diarrhée, la malnutrition et le choléra faisaient partie des principaux problèmes de santé rapportés dans les localités évaluées, mais à des niveaux moins élevés. La diarrhée était mentionnée en décembre dans 11% (34/320) des localités évaluées, en diminution par rapport à octobre (21%, 64/304), contre 3% pour la malnutrition et 2% pour le choléra. Au mois de décembre, la proportion de localités rapportant la diarrhée comme le principal problème de santé était plus élevée dans les ZS de Minembwe (29%, 2/7), Itombwe (27%, 6/22) et de Mwenga (18%, 2/11). La région des Hauts-Plateaux, en particulier les ZS de Minembwe et d'Itombwe, mérite d'attirer l'attention, d'autant plus que la malnutrition peut être associée aux maladies hydriques, et dans ce cas, signaler un accès limité à des latrines et à une eau potable. Davantage de données devraient être collectées pour lever le voile sur ce potentiel problème car la collecte de données EFSA de novembre n'a pas pu couvrir l'ensemble des aires de santé de la région des Hauts-Plateaux - aucune enquête n'a été menée dans la ZS de Minembwe - en raison des conflits armés.²⁵ Les indicateurs liés à l'accès à l'eau et à l'hygiène³⁸ peuvent également expliquer en partie l'apparition plus prononcée de cas de diarrhée dans ces ZS. Enfin, la prévalence de la COVID-19 n'a pas été signalée par les IC.

Eau, hygiène et assainissement

Accès à l'eau

L'accès à une eau potable au Sud-Kivu demeure un enjeu, et son manque d'accès constitue un terreau pour le développement et la propagation de maladies hydriques. Au mois de décembre, les IC ont expliqué dans 26% des localités évaluées de la province que la majorité de la population n'avait pas accès à une source d'eau à distance de marche, autre que de l'eau de surface. Ces problèmes d'accès étaient plus recensés dans les ZS d'Itombwe (50%, 11/22), Mulungu (50%, 5/10), d'Uvira (50%, 5/10) et de Minembwe (43%, 3/7). Sur la période octobre-décembre, les résultats portant sur la principale source d'eau de boisson utilisée par la population au Sud-Kivu varient fortement d'une localité à une autre. Eau de surface (27%), source améliorée (29%) et source-non améliorée (24%) ont été rapportées être utilisées comme 'source d'eau de boisson' dans des proportions relativement proches, soulignant le risque important que des maladies soient transmises par une eau qui n'est pas correctement traitée, alors que dans 20% des localités évaluées (63/320) la principale source d'eau utilisée ne faisait pas consensus.

% des localités évaluées par type de source d'eau³⁹ rapportée par les IC pour la majorité de la population au cours du mois précédent la collecte de données de décembre - TOP3 des ZS :

	Eau de surface	Source non-améliorée	Source améliorée
1	Itombwe 50% 11/22	Kabare 83% 5/6	Kamituga 67% 4/6
2	Mulungu 50% 5/10	Kaniola 67% 6/9	Ruzizi 60% 3/5
3	Uvira 50% 5/10	Idjwi 46% 6/13	Miti-Murhesa 58% 7/12

En novembre (56%, 190/342) et décembre (62%, 198/320), les IC ont indiqué que la majorité de population mettait moins de 45 minutes pour aller collecter de l'eau dans une plus grande proportion de localités couvertes qu'en octobre (39%, 118/304). **Parmi les principaux obstacles d'accès à l'eau, les IC des localités ont identifié le nombre insuffisant et les temps d'attente aux points d'eau (73%)**, suivi du manque de récipients pour stocker l'eau (61%, 194/320) et l'eau considérée comme impropre (50%). Les indicateurs restent stables sur le trimestre, à l'exception du manque de récipients en augmentation par rapport à octobre (44%, 134/304). En raison du manque de récipients, les familles doivent vraisemblablement multiplier les allers et retours vers les points d'eau, restreignant le temps qu'elles allouent aux autres activités du quotidien, y compris économiques.

3 barrières principales à l'accès à l'eau au cours du mois précédent, en % de localités évaluées en décembre:

Nombre insuffisant de points d'eau/temps d'attente	73% (235)	<div style="width: 73%;"></div>
Manque de récipients pour stocker l'eau	61% (194)	<div style="width: 61%;"></div>
Eau considérée comme impropre	50% (161)	<div style="width: 50%;"></div>

Ces questions de limites d'accès à l'eau ne se concentrent pas sur une zone spécifique, mais prévalent sur l'ensemble de la province. Les temps d'attente et le nombre insuffisant de points d'eau sont cités dans au moins 75% des localités de 12 ZS sur 21, spécifiquement à Kabere (100%, 6/6), Mubumbano (95%, 19/20) et Kalehe (94%, 15/16).

Hygiène et assainissement

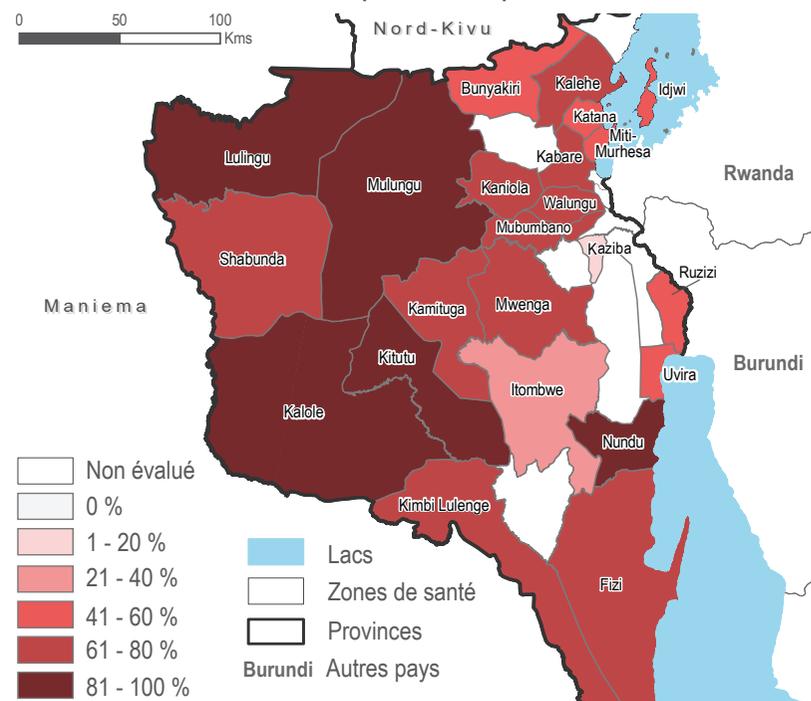
La question d'accès à des latrines et au savon est étroitement liée à des potentiels problèmes de contamination de l'eau, et à la propagation de maladies hydriques. Il ressort dans quatre localités évaluées sur dix (40%) que la majorité de la population n'utilisait pas de latrines, sans différence notable par rapport aux mois précédents. La non utilisation de latrines apparaissait dans une plus grande proportion de localités des ZS de Lulingu (88%, 7/8), Minembwe (86%, 6/7) et Ruzizi (80%, 4/5). L'évolution de ce ratio est en nette hausse dans ces ZS sur la période couverte. A titre indicatif, les problèmes d'assainissement ayant été les plus fréquemment cités par les IC dans les ERM conduites en octobre 2020 à Mikenge et à Minembwe (ZS d'Itombwe) incluaient la présence de matières fécales et la présence de déchets solides domestiques, la ZS d'Itombwe étant également l'une des ZS où la diarrhée a été rapportée comme principal problème de santé dans une des plus grandes proportions de localités évaluées. **La non utilisation des latrines était expliquée par les IC de 72% des localités évaluées par le manque d'installations sanitaires ou leur surpeuplement**, avec des pourcentages relativement similaires dans les ZS mentionnées ci-dessus.

Le lavage des mains se faisait exclusivement avec de l'eau dans 46% des localités évaluées, au détriment de l'eau avec du savon ou du chlore (18%), sans variation notable sur la période. L'eau seule était la méthode la plus fréquemment utilisée dans la ZS de Mwenga (82%, 9/11), faisant partie des ZS où la diarrhée constituait l'un des principaux problèmes de santé le plus fréquemment rapporté, suivie de Mulungu (80%, 8/10) et de Kaniola (78%, 7/9)

Abris et articles ménagers essentiels (AME)

Dans la grande majorité des localités évaluées en décembre, les IC considéraient l'abri d'urgence⁴⁰ comme le type d'abri le plus utilisé par la majorité de la population de la communauté hôte (89%), déplacée et retournée de la localité (93%), les résultats restant relativement similaires en octobre et novembre. Des abris détruits ou partiellement détruits ont été rapportés en décembre dans près de deux localités évaluées sur trois (65%). Ces résultats étaient davantage prononcés dans les ZS de Kalole (91%, 10/11), de Mulungu (90%, 9/10) et de Lulingu (88%, 7/8). Lorsque la destruction d'abris était signalée, les IC ont pointé les aléas climatiques pour en expliquer la cause, notamment les intempéries dans 74% des localités évaluées, suivis des inondations (7%). La saison des pluies débutant au mois de septembre, la destruction d'abris en raison de phénomènes climatiques restait largement rapportée tout au long du quatrième trimestre. Bien que peu citée à l'échelle de la province, la destruction d'abris lors des conflits, combats et attaques prévalait dans la ZS d'Itombwe, notamment en novembre (54%, 7/13), où une intensification des destructions pouvait être probable. Ce constat a également été dressé au troisième trimestre et dans les ERM conduites en octobre 2020 dans les localités de Mikenge et de Minembwe (ZS d'Itombwe), une grande majorité d'abris ayant été rapportés par la plupart des IC comme endommagés ou détruits dans la localité d'origine des PDI.^{41 42 43}

Dans 65% (208) des localités évaluées en décembre, les IC ont rapporté que des abris avaient été détruits ou partiellement détruits au cours du mois précédent. - % par ZS :



Parmi les principaux AME indisponibles en décembre, les IC ont souligné les casseroles dans 83% (267/320) des localités couvertes, suivies des couvertures et des bidons dans respectivement 47% (150/320) et 42% (135/320) des localités évaluées. Viennent ensuite les nattes couchages et les vêtements dans 39% et 33% des localités évaluées. A l'exception des bidons, en hausse par rapport à octobre (29%, (89/304)), la part des localités où les autres AME n'étaient pas disponibles pour la majorité de la population est relativement stable d'un mois à l'autre.

Education

Au cours du quatrième trimestre, le gouvernement de la RDC a levé la fermeture des écoles officielles, qui était une conséquence de la lutte contre la COVID-19. **Les écoles ont rouvert le 12 octobre, avant de se voir de nouveau fermées le 18 décembre pour les mêmes raisons**, date du début des vacances scolaires.^{7 8}

Au moins une école primaire fonctionnelle se trouvait à moins d'une heure de marche de 60% des localités couvertes en décembre, contre 64% pour les écoles secondaires, sans variation notable sur la période. Les raisons données dans 51% des localités évaluées expliquant l'absence d'école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche de la localité renvoyaient majoritairement à des dommages causés par une catastrophe naturelle, largement rapporté en décembre, concordant avec la période de pics au niveau des indices de pluviométrie.

A la suite de la réouverture des écoles, **la fréquentation scolaire n'a pas aussitôt retrouvé ses niveaux pré-COVID-19**. En octobre, seul un tiers (33/99) des IC enseignants⁴⁴ ont confirmé une fréquentation scolaire équivalente à celle de mars 2020, contre 68% (87/128) des IC enseignants consultés deux mois plus tard. Que ce soit pour le primaire (83%, 19/23) ou le secondaire (59%, 10/17), **la majorité des IC enseignants voyait la baisse de la fréquentation comme un problème d'ordre général**, sans différence notable entre genre et catégorie d'âge.

Dans 56% des localités évaluées en décembre, les IC ont mentionné qu'une grande majorité (entre 75% et 99%) des garçons âgés entre 6 et 11 ans fréquentaient les bancs de l'école, cette proportion étant moins importante pour les filles (35%).⁴⁵ **De manière générale, la fréquentation rapportée des filles était moins importante que celle des garçons, soulignant que les filles rencontrent davantage d'obstacles que leurs pairs dans l'accès à l'éducation**. Pour expliquer la non scolarisation au primaire, les IC ont rapporté le manque de moyens pour payer le matériel scolaire, suivi des frais de scolarité, sans distinction notable entre garçons et filles.

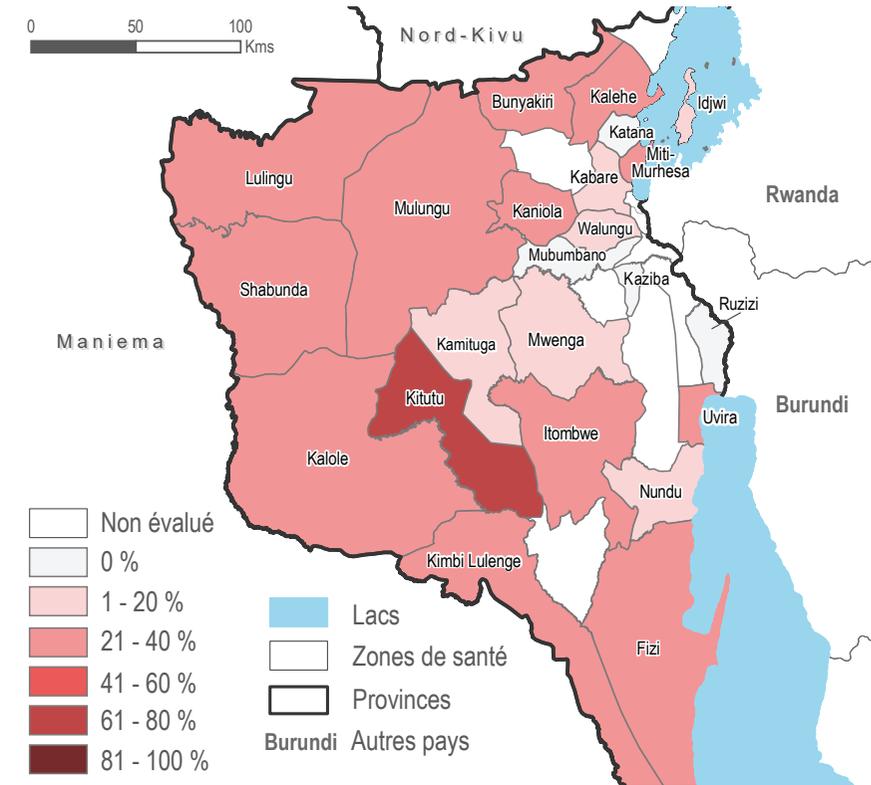
Bien que l'enseignement primaire soit censé être gratuit depuis septembre 2019, les enseignants ne sont pas encore tous mécanisés.^{46 9} **La rémunération des enseignants revient donc parfois aux parents**, qui doivent s'affranchir des frais de scolarité pour pouvoir scolariser leurs enfants. En décembre, 44% (56/128) des IC enseignants ont indiqué que l'école demandait le paiement des frais de scolarité aux parents, en hausse depuis octobre (4%, 4/99) vraisemblablement à cause du retour progressif des élèves sur le chemin de l'école.

La réouverture des écoles a été accompagnée de la mise en place de mesures de protection contre la COVID-19 selon 67% (86/128) des IC enseignants consultés en décembre, sans variation notable entre octobre et décembre. Ces mesures regroupaient le lavage des mains (88%, 76/86), le port du masque (47%, 40/86) et la mise en vigueur de mesures de distanciation (11%, 9/86). Les résultats ne changent pas d'un mois à l'autre.

Protection

Sentiment d'insécurité

Dans 23% (73) des localités évaluées en décembre, les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la majorité du temps au cours du mois précédent. - % par ZS :



Malgré les nombreux défis sécuritaires auxquels la province est confrontée, **les IC ont indiqué dans 78% des localités couvertes en décembre que la majorité de la population se sentait en sécurité**, sans changement notable sur la période. Néanmoins, le sentiment de sécurité n'était pas uniforme entre les différentes ZS. **Minembwe (71%, 5/7), Uvira (40%, 4/10) et Kimbi Lulenge (38%, 5/13) figuraient parmi les ZS au sein desquelles le sentiment d'insécurité ressortait le plus souvent des localités évaluées**, conformément aux alertes publiées dans les territoires de Fizi et d'Uvira.⁴⁷

Plusieurs incidents au cours desquels des civils ont été tués ou gravement blessés se seraient déroulés au cours du mois précédent dans un cinquième (20%, 64/320) des localités évaluées en décembre, en baisse par rapport à octobre (32%, 98/304). Ces incidents étaient plus fréquemment mentionnés dans la ZS de Minembwe (71%, 5/7), faisant état du lien entre sentiment d'insécurité et les incidents rapportés dans cette ZS. **Les attaques armées et les combats représentaient le premier type d'incidents cité par les IC de 58% des localités évaluées (37/64)**, sans net changement sur la période couverte. Les accidents de la route venaient en second lieu (16%, 10/64). Les IC ont relevé des attaques armées et des combats dans toutes les localités évaluées des ZS de Minembwe (5/5),

Kimbi Lulenge (4/4), Itombwe (4/4) et Lulingu (3/3). A titre de comparaison, Kivu Security Tracker⁴⁸ identifiait, entre le 1er octobre et le 31 décembre 2020, 55 incidents dans la province - ayant entraîné une mort violente (22), des affrontements (31) et des destructions de propriété (1) - essentiellement localisés sur le flanc Est de la province.

Lorsque des pillages où attaques par des acteurs armés étaient rapportés (16%, 52/230), les IC ont signalé le pillage de maisons⁴⁹ dans 81% (42/52) des localités évaluées, cette proportion demeurant tout aussi importante en octobre et en novembre. Ces attaques se concentraient principalement dans la partie extrême sud de la province, précisément dans les ZS adjacentes de Fizi (78%, 7/9), d'Itombwe (88%, 7/8), de Kimbi Lulenge (75%, 3/4) et de Minembwe (100%, 3/3), faisant référence à la crise des Hauts-Plateaux.

Principales inquiétudes liées à la protection

Les violences sexuelles représentaient la première cause d'inquiétude pour les femmes majeures (dans 53% des localités évaluées) et les femmes mineures (41% des localités évaluées) en décembre, restant stable sur la période couverte. Cette cause d'inquiétude a atteint des niveaux particulièrement élevés dans les ZS de Minembwe, Bunyakiri, Ruzizi, Itombwe et de Lulingu,⁵⁰ concordant en partie avec les données du rapport mensuel de protection qui désignent Fizi, suivi de Uvira comme les territoires les plus affectés par les viols en décembre 2020.¹⁷ Allant dans ce sens, les IC de l'ERM réalisées en octobre 2020 dans la localité de Minembwe (ZS d'Itombwe) ont identifié les violences sexuelles comme un problème de protection important pour les femmes majeures et mineures.⁴³ Si 'aucune source d'inquiétude' revenait en deuxième cause pour les femmes majeures (dans 17% des localités évaluées), **la seconde cause d'inquiétude citée pour les femmes mineures était le mariage précoce/forcé (dans 26% des localités évaluées 84/320)**, en nette baisse sur le trimestre (octobre : 44% des localités évaluées, 134/304), possiblement expliquée par la réouverture des écoles, le 12 octobre. Plusieurs sources rapportent au niveau du pays une exacerbation des cas de violations des droits de l'enfance en termes de protection avec la crise COVID-19, incluant des mariages précoces, des violences domestiques, ainsi que des cas d'exploitation sexuelle et de travail des enfants.⁵¹ **Une baisse de la scolarisation des garçons et des filles à cause de mariages et de la participation des enfants dans les activités économiques était rapportée par les IC enseignants.** Les mariages d'enfants pendant la fermeture des écoles étaient surtout observés par les IC enseignants au niveau du secondaire et chez les filles, en particulier au mois de novembre (par l'ensemble des IC enseignants (9/9) ayant rapporté une baisse de la fréquentation scolaire des filles au secondaire).

A l'inverse, **la première cause d'inquiétude pour les hommes majeurs et les hommes mineurs ne faisait pas consensus au sein des IC des mêmes localités alors 'qu'aucune source d'inquiétude' était citée en second lieu pour les hommes mineurs, soulignant le caractère tabou que peuvent avoir dans la communauté les problématiques liées à la protection des hommes et des garçons.** Chez les hommes majeurs, les meurtres étaient la principale cause d'inquiétude faisant consensus dans 24% des localités évaluées. Comme pour les femmes mineures, la fréquence de citation des mariages précoces chez les hommes mineurs a considérablement diminué entre octobre (26%, 79/304) et décembre (7%, 23/320), notamment dans la ZS de Mulungu (octobre : 59%, 10/18 ; décembre : 0%, 0/10).

La présence de mineurs non accompagnés était signalée dans plus de neuf localités évaluées sur dix sur la période. Ce problème semble être généralisé à l'échelle de la province ; en effet, les IC ont relevé dans au moins 80% des localités évaluées de 19 des 21 ZS couvertes la présence d'enfants non accompagnés. Le Groupe de travail de protection de l'enfance a identifié en octobre 12,650 enfants non accompagnés dans le besoin au Sud-Kivu.⁵²

Redevabilité et communication

Principal 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} besoin prioritaire respectivement pour la majorité de la population au cours du mois précédent, en % de localités évaluées en décembre :

1	2	3
Nourriture 99% (317)	Santé 32% (102)	NC 31% (100) Santé 23% (72)

Les besoins prioritaires rapportés sont restés similaires d'un mois à l'autre. La nourriture demeurait au quatrième trimestre le premier besoin prioritaire à combler dans les localités évaluées de la province, suivie de la santé, plébiscitée à la fois comme second et troisième besoin prioritaire. Néanmoins, les besoins prioritaires ne s'arrêtent pas à la nourriture et à la santé, les IC consultés lors de l'évaluation des villages menée par l'OIM, ont pointé aussi l'accès à l'eau (1er besoin rapporté), préalablement identifié dans ce rapport comme problématique au sein de la province.¹³

Sources d'information

Dans 76% des localités évaluées en décembre au Sud-Kivu, la station de radio était la principale source d'information pour la majorité de la population. Les amis et la famille étaient les principaux pourvoyeurs d'information dans 39% des localités évaluées en décembre, suivis des autorités locales (14%) et des chefs communautaires (11%). Au trimestre précédent, le chef communautaire était considéré comme le principal pourvoyeur d'information au niveau de la province.⁴¹ La tendance s'est inversée entre octobre et novembre. **La perception du chef communautaire comme le principal pourvoyeur d'information a diminué (octobre : 39%, 109/280 ; décembre : 11%, 30/282)** au profit des amis et de la famille (octobre : 24%, 66/280 ; décembre : 42%, 125/282). L'accès à l'assistance humanitaire était largement perçu comme le type d'information qui aurait été le plus utile (87%), sans variation notable d'un mois à l'autre. L'accès à des informations sur le contexte sécuritaire n'a été rapporté que dans 5% des localités évaluées entre octobre et décembre, bien qu'il ait été davantage plébiscité dans les localités évaluées de la ZS d'Uvira (30%, 3/10), de Minembwe (29%, 2/7) et de Ruzizi (20%, 1/5) en décembre. Malgré la crise sanitaire et socio-économique engendrée par la COVID-19, l'information liée à la COVID-19 a été rapportée comme celle qui aurait été la plus utile dans une minorité de localités couvertes (1%).



Notes de fin

- 1 Afin de limiter les risques liés au COVID-19, REACH a choisi de limiter la collecte de données à des enquêtes par téléphone. Une collecte de données sur le terrain est prévue dans le projet et sera mise en oeuvre lorsque REACH considèrera que les risques peuvent être limités de façon acceptable.
- 2 Le total des localités par ZS a été calculé au moyen de la [base de données opérationnelle commune des localités en RDC](#) diffusée sur la plateforme Humanitarian Data Exchange (février 2017) et de la [base de données GRID3](#) (Geo referenced infrastructure and demographic data for development project). Un seuil minimal de 5% à la base de données la plus complète pour chaque ZS a été appliqué.
- 3 Ce nombre n'inclut pas les enquêtes qui ont été retirées lors du nettoyage des données en raison du fait que 3 problèmes de cohérence ou plus ont été remarqués dans les réponses des IC pour une même enquête et que l'enquête était donc considérée comme peu fiable.
- 4 Les ZS comparables entre octobre, novembre et décembre au Sud Kivu sont les ZS de Bunyakiri, Itombwe, Kabare, Kalole, Katana, Lulingu, Mulungu, Ruzizi et Uvira. Seule la ZS de Kamituga est comparable entre novembre et décembre
- 5 Dans toute la fiche d'information, le mois précédent renvoie aux 30 jours ayant précédé la collecte de données.
- 6 RD Congo | Sud-Kivu et Maniema: [Plan Opérationnel deuxième semestre](#), juillet- décembre 2020
- 7 UNICEF. Rentrée scolaire 2020-2021. [L'UNICEF en faveur d'un retour des enfants à l'école dans un environnement sûr et protecteur](#). 12 octobre 2020.
- 8 RFI. [L'UNICEF plaide pour la réouverture des écoles en RDC](#). 21 janvier 2021.
- 9 ACAPS. [Les défis de l'éducation & de la protection de l'enfance à l'Est de la RDC. Impact de la COVID-19, conflit et réforme politique](#). Octobre 2020.
- 10 EHtools. [Voir alerte 3733](#)
- 11 Les résultats ne peuvent pas être présentés pour la ZS des Hauts-Plateaux car le seuil de couverture pour la période n'a pas été atteint.
- 12 Inter-Cluster Régional du Sud-Kivu. [Plan de réponse stratégique et opérationnel face à l'impact humanitaire de la crise conflit inter communautaire dans les Moyens et Hauts-Plateaux de Fizi et de Mwenga](#) - Période: juillet-décembre 2019
- 13 OIM. [Tableau de bord de Suivi de mobilité – Evaluation des villages – République Démocratique du Congo – Province du Sud Kivu](#). 5ème cycle, septembre – octobre 2020.
- 14 Institut Supérieur De Développement Rural de Bukavu. [Personnes déplacées et connectivités dans la province du Sud Kivu](#). Cahiers du CERPRU. Numéro SPECIAL 28ème Année, n°27, Décembre 2020.
- 15 Les conflits liés au pouvoir coutumier surviennent notamment en cas de : 1) désignation du chef coutumier, même à titre intérimaire ; 2) usurpation du pouvoir ; 3) contestation des limites des entités coutumières ; 4) contestation des terres des communautés locales ; 5) revendication de création de nouvelles entités coutumières ; 6) soumission d'une entité coutumière à celle dont la coutume n'est pas la sienne.
Loi N° 15/015 du 25 aout 2015 fixant le statut des chefs coutumiers. Chapitre 5. Article 35
- 16 REACH. [Evaluation rapide multisectorielle dans la localité de Salamabila](#). 13 - 15 octobre 2020.
- 17 UNHCR / Intersos. RDC: Sud-Kivu/Maniema - [Rapport mensuel de monitoring de protection](#) - décembre 2020.
- 18 EHtools. [ZS de Lulingu : alertes 3642 et 3707 ; ZS de Kimbi Lulenge : alerte 3768 ; ZS de Fizi : alertes 3668 et 3663 ; ZS de Mubumbano alertes 3667 et 3690](#)
- 19 Mercy Corps, Rapport mensuel de déplacement – Novembre 2020. Equipe d'analyse humanitaire au Congo
- 20 OIM. [Evaluation rapide – Suivi des urgences \(ETT\). Dashboard 34](#). Période 26 au 31 décembre 2020.
- 21 Difficultés d'accès aux ressources, absence de sources de revenu, etc.
- 22 IPC. [Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë, juillet 2020 - juin 2021](#). Publié en septembre 2020
- 23 Le territoire de Shabunda est composé des ZS de Kalole, Lulingu, Mulungu et de Shabunda
- 24 Le territoire de Mwenga est composé des ZS d'Itombwe, Mwenga, Kamituga, Mwana et de Kitutu
- 25 Ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage – Province du Sud Kivu. [Evaluation approfondie de la sécurité alimentaire en situation d'urgence \(EFSA\) dans la province du Sud-Kivu. Rapport général](#). Novembre 2020.
- 26 FEWS Net. [Les récoltes vertes améliorent la situation alimentaire des ménages dans le nord et le centre](#). Décembre 2020
- 27 En janvier 2020, 1 600 franc congolais (CDF) valait 1 dollar américain (USD) avant que la devise se déprécie jusqu'à atteindre 2 010 CDF pour 1 USD en juillet 2020.
Source : iMMAP/DFS COVID-19. [Analyse de situation. Type de crise épidémique](#). Période Juin - Octobre 2020
- 28 FEWS Net. [Growing season A marked by normal rainfall and declining participation](#). October 2020 to May 2021.
- 29 Semences, outils aratoires, bétail, filets de pêche, etc.
- 30 Octobre : 29%, 88/304 des localités évaluées
- 31 FEWS Net. [Democratic Republic of Congo: Bulletin des prix](#), janvier 2021
- 32 FAO Regional Office for Africa. [Lutte contre la chenille légionnaire en RDC : les bonnes pratiques qui réduisent l'impact du ravageur](#). 27 novembre 2019
- 33 ONU-Habitat. [Une analyse de l'économie politique du secteur foncier à l'est de la RDC](#). 2019
- 34 OMS. [Nutrition et sécurité alimentaire](#)
- 35 Kalole, Lulingu, Mulungu et Shabunda



Notes de fin

- 36 Les pics de pluviométrie sur la seconde partie de l'année sont répertoriés entre septembre et décembre
- 37 Les moustiquaires n'étaient pas disponibles pour la majorité de la population en décembre : Kamituga 0% (0/6) ; Kaniola 11% (1/9) et Ruzizi 20% (1/5)
- 38 Dans 50% des localités évaluées d'Itombwe, l'eau de surface est mentionnée par les IC en décembre comme la principale source d'eau de boisson utilisée par la majorité de la population ; l'eau seule est la méthode la plus utilisée par la majorité de la population pour se laver les mains dans 82% des localités évaluées de Mwenga ; une majorité de la population n'utilisait pas de latrines dans 86% des localités évaluées de Minembwe.
- 39 L'eau de surface comprend les rivières, barrages, lacs, mares, ruisseaux, canaux, et systèmes d'irrigation. ; Une source non-améliorée est une source d'eau qui n'est pas protégée de l'extérieur, p.ex. puits creusé non-couvert/traditionnel, source naturelle non-aménagée, etc. ; Une source améliorée est une source d'eau qui est protégée de l'extérieur, p.ex. eau courante/robinet, puits creusé couvert, puits à pompe/forage, camion-citerne/charrette avec citerne, kiosque/échoppe/boutique à eau, eau en bouteille, eau en sachet, etc. et l'eau de pluie. Source : <https://washdata.org/monitoring/drinking-water>
- 40 Construit à partir de matériaux disponibles en urgence
- 41 REACH. [Suivi de la situation humanitaire. Aperçu de la situation](#). juillet-septembre 2020
- 42 REACH. [Evaluation rapide multisectorielle dans la localité de Mikenge](#). 26 - 28 octobre 2020
- 43 REACH. [Evaluation rapide multisectorielle dans la localité de Minembwe](#). 27 - 30 octobre 2020
- 44 Les enseignants sont une catégorie d'IC consultés. Certaines questions concernant l'éducation ont seulement été posées aux enseignants. Pour ces questions, les résultats sont à interpréter en termes de pourcentage d'enseignants apportant une réponse à une question donnée.
- 45 Raisons pour expliquer les garçons et les filles ne fréquentaient pas le primaire : manque de moyens pour payer le matériel scolaire (filles : 71%, 217/306 ; garçons : 78%, 238/306) ; école payante et manque de moyens (filles : 7%, 22/306 ; garçons : 8% 23/306)
- 46 « Les enseignants dits mécanisés sont répertoriés dans les fichiers du service de contrôle et de la paie des enseignants (SECOPE) et donc payés par le Gouvernement de la RDC » Source : Poncelet, Marc, Géraldine André, et Tom de Herdt. « [La survie de l'école primaire congolaise \(RDC\) : héritage colonial, hybridité et résilience \[*\]](#) », Autrepart, vol. 54, no. 2, 2010, pp. 23-41.
- 47 <https://ehtools.org/alert-register>
- 48 <https://kivusecurity.org/map>
- 49 En dehors des cambriolages
- 50 Minembwe (femmes majeures 100%, (7/7)), Bunyakiri, (femmes majeures : 86%, (6/7) ; femmes mineures : 71%, (5/7)), Ruzizi (femmes mineures 80%, (4/5)), Itombwe (femmes majeures : 77%, (5/7) ; femmes mineures : 73%, (16/22)) et Lulingu (femmes majeures : 75% (6/8))
- 51 iMMAP/DFS COVID-19. [Analyse de situation. Type de crise épidémique](#). Période janvier 2021
- 52 RD Congo – Province du Sud-Kivu : Groupe de travail sur la Protection de l'Enfance. [Tableau de bord sur les besoins et la réponse en Protection de l'Enfance](#). [Octobre 2020]

